Français

DÉCLARATION DE NAIROBI

Nous, peuples autochtones du monde, sommes les gardiens qui entretenons une relation coutumière profonde avec nos terres, nos eaux et nos territoires. Nos écosystèmes ne nous appartiennent pas : c'est nous qui leur appartenons. Nous sommes les peuples pastoralistes, pêcheurs et chasseurs-cueilleurs. Nous mettons en pratique nos systèmes de savoirs ancestraux, ancrés dans nos philosophies de vie. Nous gérons nos territoires en vertu du droit naturel de nos peuples, et nous les protégeons pour les générations actuelles et celles à venir.

Depuis des décennies, **nos terres sont accaparées et volées par les cartels de la conservation sous prétexte de sauver la Terre Mère.** Nos territoires sont transformés en parcs nationaux, en réserves de tigres, en sanctuaires animaliers, en conservatoires (*conservancies*) et en réserves de chasse aux trophées sans notre consentement.

Nos territoires sont vendus via des marchés carbone, des crédits de biodiversité et des mécanismes de compensation qui servent à greenwasher le comportement destructeur des multinationales. Bien qu'ils soient désignés comme “aires protégées”, ils sont détruits, cédés à l'exploitation minière à ciel ouvert, à l'extraction “verte” de minéraux critiques pour la transition énergétique, et à des plantations commerciales de caoutchouc, de pin, de thé, de café, de soja et de teck. Ils sont ouverts au tourisme pour les safaris, sans respect pour les peuples autochtones et nos ancêtres.

Notre mode de vie et la défense de nos droits et de nos terres sont criminalisés. Les membres de nos peuples sont intimidés, passés à tabac, emprisonnés, torturés, blessés par balle et assassinés. Nos maisons sont brûlées, nos biens détruits et nous sommes expulsés de force de nos villages, communautés et territoires. La reconnaissance de la démarcation et de nos droits fonciers sur la surface et le sous-sol de nos terres et territoires nous est délibérément refusée, et les “lois” existantes sont violées en permanence. Le principe du consentement libre, préalable et éclairé (CLPE ou CLIP) est constamment bafoué. La vie et l'autodétermination des peuples autochtones non contactés (peuples vivant en isolement volontaire) sont gravement menacées.

Derrière tout cela se dresse une coalition de gouvernements, de multinationales et d'ONG (organisations non gouvernementales) internationales de “conservation”. Ils contrôlent nos territoires parce qu'ils sont

financés notamment par des pays riches du Nord global, des banques de développement et des institutions financières multilatérales, la Banque mondiale, des industries fossiles et polluantes. Aujourd'hui, nos terres sont administrées par des gouvernements, des ONG et des élites. Pas par nous. Ce n'est pas de la conservation. **Ce n'est rien de plus qu'un cartel.**

Venus d'Afrique, d'Asie, d'Amérique du Nord et d'Amérique latine, nous nous sommes réunis à Nairobi. Nous revendiquons nos droits collectifs inhérents et spécifiques. Nous n'attendrons plus que quiconque les reconnaisse ou nous les accorde : nous les reprenons.

La véritable protection de la nature fait partie de nos systèmes traditionnels. **Nous nous opposons à une conservation caractérisée par les logiques de marché,** l'accaparement des terres, la financiarisation de la nature, le greenwashing pratiqué par les grands pollueurs et les fausses solutions fondées sur la nature.

Nous exigeons l'égalité, le consentement, la transparence, le respect et la dignité. Nous refusons que nos proches et nos esprits sacrés – tels que le jaguar, le lion, l'éléphant, la baleine et le bison – ainsi que leurs écosystèmes soient utilisés comme puits de carbone, crédits de biodiversité et compensations de la pollution des entreprises. **Nous exigeons que nos terres ancestrales,** y compris celles accaparées pour des parcs et des sanctuaires animaliers, nous soient restituées. **Nous exigeons l'autodétermination et l'autonomie.** La conservation doit être menée par les peuples autochtones, car nous en savons plus. **Nous exigeons le consentement libre, préalable et éclairé** pour tout. **Nous exigeons nos droits collectifs inhérents et spécifiques,** exercés en pratique et pas seulement sur le papier.

Nous sommes contre la marchandisation de nos relations avec la terre, l'air, l'eau et tout être vivant, contre le commerce du carbone et les compensations carbone, les projets REDD+, les crédits et compensations de biodiversité, et la géo-ingénierie. Nous sommes contre la conservation coloniale et la conservation-forteresse. Nous sommes contre l'extraction déguisée en protection.

Aux médias qui couvrent les questions liées à la conservation : nommez les responsables et suivez les financements. Dénoncez les bailleurs de fonds derrière notre dépossession et les violences qui nous sont infligées, ainsi que les ONG qui profitent des financements de la conservation.

À l'industrie de la conservation, WWF, Wildlife Conservation Society, African Parks, l'UNESCO, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), la Société zoologique de Francfort, l'International Big Cat Alliance, la Société zoologique de Londres, Wildlife Alliance, Conservation International, The Nature

Conservancy et Northern Rangelands Trust : quittez nos terres et respectez nos droits, sinon nous vous mettrons dehors, en exerçant notre propre système de justice. Rendez publics tous les contrats liés au carbone et à la biodiversité que vous avez conclus sur des territoires autochtones.

Aux bailleurs de fonds : cessez de financer la conservation coloniale et soutenez les droits des peuples autochtones, ainsi que le renforcement de notre autonomie et de notre autodétermination.

À nos gouvernements : restituez-nous nos terres ancestrales et réparez toutes les injustices historiques. Reconnaissez juridiquement nos communautés et nos terres. Annulez les projets imposés sur nos territoires. Libérez toutes les personnes que vous avez arrêtées pour avoir protégé leurs territoires. Indemnisez les vies et les moyens de subsistance que vous avez détruits et réparez le pillage historique. Respectez les décisions des tribunaux nationaux et régionaux, ainsi que le CLIP, la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) et la Convention n°169 de l'OIT. Vous êtes avertis. Vos bailleurs de fonds seront exposés.

Aux peuples autochtones du monde entier : unissons-nous dans ce combat pour protéger nos terres, nos territoires, nos moyens de subsistance et nos écosystèmes. Nous avons un ennemi commun, déterminé à nous exterminer, à anéantir nos droits et à souiller la Terre Mère. Il est temps de lutter d'une seule voix. Notre solidarité est notre force. S'ils menacent l'un d'entre nous, ils nous menacent tous.

Nous formulons ces revendications au nom de ceux qui n'ont pas de voix : nos terres, nos eaux, nos territoires et nos écosystèmes.

NOS TERRES.
NOS DROITS.
NOTRE SAVOIR.
NOTRE AVENIR.
RIEN SUR NOUS SANS NOUS.

—

Alliance pour les territoires autochtones

Nairobi
25 septembre 2026